

# Document

## Soutien total aux salariés de Dunkerque (20.02)

(Front syndical de classe)

Après trois manifestations, le 1<sup>er</sup> février à la Défense, devant le siège de Total, puis le 4 et le 12 février à Dunkerque, les six raffineries du groupe étaient en grève à 80% les 17 et 18 février, et la raffinerie de Dunkerque était occupée par les ouvriers regroupés derrière l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-Sud. La Raffinerie des Flandres est menacée depuis des mois par une délocalisation vers l'Arabie Saoudite, où les activités polluantes ne sont pas taxées. 380 emplois sont directement menacés, et Total représente 30% de l'activité du port...

Sarkozy et Fillon sont évidemment coupables de laisser une entreprise qui a pourtant réalisé 118 millions de dollars de bénéfices en 2009 casser une grande ville pour engraisser encore plus ses actionnaires. Mais ils ne sont pas les seuls responsables dans cette affaire.

En 1981 sous le gouvernement « socialiste » Mauroy, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) a imposé à la France un plan de casse de sa sidérurgie (- 250 000 emplois en 5 ans).

Cela portera un coup fatal aux chantiers navals de Dunkerque, dont l'activité dépendait largement de la sidérurgie. Ils fermeront en 88 : 3 500 ouvriers iront pointer à l'ANPE.

En 92, nouvelle saignée : après une lutte très dure, les dockers dunkerquois perdent le statut de 47 qui leur garantissait l'embauche via la CGT. Ils étaient alors 1 300. Aujourd'hui, ils sont 350. Adecco fournit en sus 50 à 150 intérimaires en fonction des besoins du patronat. Mais les élus de « gauche » du secteur rassurent leurs administrés : Dunkerque va rebondir en développant le tourisme (air connu...), et aussi grâce à Total et Usinor, qui possède une grosse usine sur place.

En 1995, Balladur entame la privatisation d'Usinor (fusionné avec Sacilor). Elle sera achevée par Jospin en 97... « plans sociaux » à la clé. En 2002, Jospin, toujours lui, autorise la dissolution d'Usinor-Sacilor dans le groupe européen Arcelor, dont les actionnaires (essentiellement des fonds de pension anglo-saxons) exigent de nouvelles suppressions d'emploi. Mais les européistes plastronnent : le nouveau « géant européen de l'acier » est bien moins vulnérable aux OPA hostiles que les « petites entreprises nationales », nous expliquent-ils sans rire... En 2006, le « géant » est victime d'une OPA de l'indien Mittal : débarrassé de tous les « carcans réglementaires nationaux », les fonds de pension sont naturellement allés au plus offrant.

A l'heure actuelle, Mittal, dont les bénéfices **2009** ont plafonné à 118 millions de dollars (une misère !) prépare de nouveaux plans sociaux. Le recentrage autour de Total et Mittal risque de coûter très cher aux Dunkerquois... Michel Delebarre, maire de la ville depuis 20 ans, en a été le maître d'œuvre. Il a toujours soutenu l'intégration européenne, dont la casse de la sidérurgie française est l'un des résultats les plus remarquables – et les chantiers navals de Dunkerque une des nombreuses victimes collatérales. Il était d'ailleurs ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle sous Mauroy, quand la France a achevé de liquider sa sidérurgie. C'est lui qui, en 1990, alors qu'il était ministre des Transports et de la Mer, a conçu le plan de casse du statut des dockers. Il se déclare aujourd'hui « totalement solidaire » des salariés de la Raffinerie des Flandres. Vous avez dit « Total ment » ?